

VENUS CASSER LA MARCHÉ

Les «baltaguia» d'Alger

«Ces jeunes sont sous l'effet des psychotropes. Ce sont aussi les victimes du système», s'exclame un vieux qui observe à partir de la place du 1^{er}-Mai le rassemblement.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Il est 10h. Les jeunes du quartier du 1^{er}-Mai, de Belouizdad et des environs qui avaient menacé de s'en prendre aux manifestants, n'ont pas encore agi. Ils assistent plutôt en observateurs, aux côtés de l'impressionnant dispositif policier qui boucle les lieux.

Il est 11h. Les manifestants haussent le ton et les jeunes du quartier ne tardent pas à brandir les portraits de Bouteflika, chantant différents slogans en faveur du système en place et contre la marche.

Cadres, retraités, étudiants et journalistes étrangers s'expriment

Saïd, 64 ans, retraité : «Nous demandons le départ du système en place»

«Nous voulons un changement radical de ce pouvoir qui est en place depuis 1962. Nos enfants n'ont aucun avenir. Ils se suicident en mer et le gouvernement ne s'en soucie pas. Où sont les richesses algériennes ? Ils ont tout détourné, au lieu d'investir dans de vrais projets au profit des jeunes, bâtir des logements, leur offrir une école de qualité et leur trouver du travail, le pouvoir préfère faire pression sur le peuple. Nous sommes des Algériens et nous n'avons pas le droit de marcher chez nous. Ils déploient un nombre impressionnant de policiers pour nous impressionner.»

Athmane, 60 ans, cadre à la retraite : «Aujourd'hui, c'est une marche policière»

«Je suis venu en pensant participer à une marche citoyenne, mais finalement. Il s'agit d'une marche de la police. Ces derniers sont venus aujourd'hui marcher pour remercier leur directeur général de leur avoir accordé des augmentations de salaire de 50%.»

Chahinez, 24 ans, étudiante : «Ça doit changer»

«Je suis ici pour demander le changement du système. Chaque Algérien est conscient au fond de lui-même que ce pouvoir est pourri et corrompu mais les gens ont peur de s'exprimer. Je suis étudiante et ma situation n'est pas à plaindre, mais je soutiens cette marche par solidarité avec les gens qui souffrent en silence.»

Arezki, 57 ans, retraité : «Nous sommes là pour le changement»

«Je participe à cette marche et à toutes les autres qui suivront pour dénoncer l'injustice et la corruption en Algérie. Je suis sans logement, et cela fait des années que j'attends en vain une réponse à ma demande. On m'a obligé à partir en retraite proportionnelle. J'ai cinq enfants à nourrir et je touche 15 000 dinars. Je les donne à Ouyahia, car un tel salaire ne me fera pas sortir de ma misère.»

Lorenzo, envoyé spécial d'un quotidien italien : «Faible mobilisation»

«J'ai été en Égypte et en Tunisie, et j'ai vu comment leurs populations se sont mobilisées. En Algérie, le mouvement est encore faible et la mobilisation aussi pour différentes raisons, liées, à mon avis, à l'histoire de l'Algérie. Je ne sens pas encore d'atmosphère révolutionnaire. J'ai l'impression que l'Algérie est encore blessée du fait de son récent passé, ce qui expliquerait peut-être pourquoi les gens voient l'exemple de la Tunisie et de l'Égypte comme une sorte de déstabilisation qu'ils ne veulent pas vivre chez eux. Pour changer les choses, il faudrait souffrir et croire en sa cause mais cette jeunesse n'est pas celle d'il y a 50 ans. J'ai remarqué aussi que l'Algérie était un pays très divisé mais son régime reste différent de celui des autres pays arabes. Bouteflika n'est pas au pouvoir depuis 30 ans, et il y a une relative liberté de la presse.»

Eric, envoyé spécial de la chaîne M6 : «Il y aura une révolution lorsque la jeunesse intégrera le mouvement»

«A mon avis, le processus de révolution en Algérie sera beaucoup plus long que celui dans les autres pays arabes. J'ai remarqué que l'opposition en Algérie est divisée, mais les choses se bousculeront certainement au moment où la jeunesse rejoindra le mouvement en masse.»

Propos recueillis par Salima Akkouché

Et depuis les balcons de l'immeuble avoisinant le siège du ministère de la Jeunesse et des Sports, certains s'amuse à verser de l'eau sur la foule.

En l'espace d'un temps très court, ces jeunes venus nombreux casser la marche, réussissent à semer la zizanie et à disperser les rangs des manifestants.

D'autres préfèrent multiplier les déclarations, condamnant la marche devant les caméras et les dictaphones des journalistes. Les manifestants ne restent pas sans réaction. Plusieurs parmi eux sortent

des billets de 200 DA de leurs poches et leur signifient : «Combien ils vous ont donné ?». Un manifestant ironise en direction d'un jeune, la trentaine, qui énumère les «grandes réalisations» du président de la République devant les caméras : «C'est très bien.

Ce soir, tu vas passer au journal télévisé de 20h. Le maire de Sidi-M'hamed sera très content de toi.

Ton dossier de demande de logement social sera traité en priorité.» Mais rien à faire ! «El-baltaguia», comme les surnomment les manifestants, ne se découragent pas pour autant et

font même dans l'improvisation. Ils inventent de nouveaux slogans. Ils iront jusqu'à oublier la cause qu'ils sont venus défendre et commencent à chanter «Echaâb yourid zetla batel», (le peuple veut de la drogue gratuitement).

Un monsieur qui observe la scène dit tristement : «Ces jeunes sont sous l'effet des psychotropes. Ce sont aussi les victimes du système. Il ne faut pas leur en vouloir.»

Si «les baltaguia» ont manifesté en faveur du régime en place durant la marche du 12 février, le temps d'une matinée, pour

ensuite retourner leur veste en début d'après-midi, hier, ils sont allés jusqu'au bout. De nombreux manifestants ironiseront : «Pour cette fois-ci, ils ont été payés pour toute la journée.» Il est 14h, les manifestants cèdent au forcing et commencent par petits groupes à quitter les lieux.

Les policiers se retrouvent face à face avec les nombreux jeunes venus casser la marche.

Ils les prient de rentrer chez eux. Mais, apparemment, ces derniers n'ont pas encore vidé toute leur frustration.

M. M.

LE CALVAIRE QUE SUBISSENT LES MARCHEURS VENANT DE L'EST D'ALGER

Régionalisme primaire et hogra institutionnalisée

Le pouvoir ne déroge pas à ses règles répressives contre ses opposants qui veulent marcher pacifiquement à Alger. Routes quasiment coupées par des barages de police et de gendarmerie, bus de transport public interdits de circuler vers Alger et gares ferroviaires fermées.

Des étudiants, des fonctionnaires et des travailleurs sont interdits de rejoindre leur travail à Alger. On aurait aimé connaître, par ailleurs, la position du syndicat des transporteurs sur l'interdiction signifiée à ses adhérents de travailler ce samedi et samedi dernier.

Au plan politique, le pouvoir charge ses relais médiatiques publics ou privés d'écrire que les marches initiées par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) ne drainent pas grand monde. Ces mêmes canaux médiatiques ne s'embarrassent pas de respecter un minimum

d'équité en s'abstenant, cependant, d'expliquer le pourquoi de cette absence populaire et de dévoiler les entraves mises sur le chemin de ceux qui s'apprêtaient à se rendre à Alger pour marcher.

Il était, en effet, quasiment impossible pour les partisans de la CNCD venant de l'est de l'Algérois de rallier la capitale. Les services de sécurité les en ont empêchés. Cela se fait en violation de la Constitution et des droits fondamentaux des citoyens, notamment celui de circuler librement dans le territoire, droit garanti par l'article 44 de la Constitution. Et pour

cause, un marcheur qui vient par exemple en voiture de Lakhdaria, à 65 km à l'est d'Alger, par la RN5 (Alger-Constantine) doit passer nécessairement par un point de contrôle de la police à la périphérie du centre d'Alger et 5 barrages filtrants de la gendarmerie nationale installés entre l'entrée Est de la wilaya de Boumerdès ; les gorges de Lakhdaria et à la limite de la wilaya d'Alger, c'est-à-dire au niveau du fameux barrage de Réghaïa.

Pour ceux venant de la Haute-Kabylie circulant sur la RN12 (Tizi Ouzou-Boumerdès) puis la RN5 (Boumerdès-Alger), ils doivent forcément passer par le barrage de police des Bananiers et quatre autres de la gendarmerie. C'est le dispositif habituel mis en place sur ces deux impor-

tants axes routiers.

Cet essaimage du réseau routier à l'est d'Alger a été renforcé, le jour de la marche, par d'autres points de contrôle comme, par exemple, à hauteur de la ville des Issers sur la RN12. Pour étrangler la circulation automobile, les gendarmes et policiers n'ont laissé qu'une seule voie de circulation, obligeant les véhicules à passer au compte-goutte.

Certains automobilistes étaient carrément priés de faire demi-tour. C'est le délit de faciès ou de régionalisme primaire, voire même de racisme.

S'ils s'étaient avisés à rouspéter, ils auraient été vite conduits au poste. En rase campagne, ils n'ont d'autre choix que d'obéir. C'est la hogra institutionnalisée.

Abachi L.

AÏN-TÉMOUCHENT

Les citoyens d'El-Khedaïda bloquent la route

Le chemin de wilaya n°18 reliant Aïn El-Arba à Tamazoura (50 kilomètres du chef-lieu de la wilaya) a été bloqué à la circulation, toute la matinée de ce samedi, par les citoyens de la localité d'El-Khedaïda, à 4 km du chef-lieu de commune de Tamazoura, et ce, pour protester contre la mal-vie et le laisser-aller dans lequel se trouvent les citoyens.

Dès 10 heures, des branches d'arbres et des pneus ont été disposés sur la route empêchant toute circulation dans les deux sens entre Oran et Hammam Bou-Hadjar.

L'arrivée des autorités locales (SG wilaya, chef de daïra et P/APC) a permis aux citoyens d'exposer leurs revendications qui tournent, entre autres, au tour de l'absence d'un stade communal pour l'équipe d'El Khedaïda évoluant en pré-honneur, l'absence de projets de développement de nature à absorber le chômage très élevé dans cette localité, sans oublier pour le

compte des jeunes, l'absence de tout dispositif relatif à l'emploi de jeunes, alors que pour le reste, il y a lieu de citer l'aide consentie par l'Etat au profit de l'habitat rural mais qui tarde à être versée, et ce, bien que les constructions ont été déjà entamées.

Les discussions ont pris plusieurs heures, jusqu'au moment où le S/G de la wilaya a promis aux protestataires que leurs revendications seront transmises à qui de droit.

Enfin, ce n'est que vers 14 h 30 que les citoyens décidèrent d'enlever les barricades pour rétablir la circulation. Le président de l'APC de Tamazoura, Benaouda Abibsi, et le chef de daïra de Aïn-El Arba, Nahila Laaredj, nous ont par la suite reçu au siège de la daïra pour nous donner quelques éclaircissements sur les causes réelles de cette protestation.

En premier lieu, le maire a déclaré que les citoyens ne voulaient pas payer les factures relatives à la consommation de l'eau potable depuis plusieurs

trimestres, puis les deux responsables, avec dossiers à l'appui, nous ont expliqué que cette localité a bénéficié de 1 milliard de dinars (sur deux milliards accordés à la commune de Tamazoura) pour des travaux d'aménagement de routes et du boulevard principal, d'un quota de 40 aides à l'habitat rural, de même que 20 jeunes de ladite localité ont bénéficié du dispositif de la DAIP.

Enfin, concernant le stade communal, le président de l'APC ajoute que ses services ont fait le choix du terrain et qu'à présent, c'est la DJS qui est en charge du dossier.

De plus, il a été attribué un montant de 30 millions de cts au club de football, trois tenues, 15 ballons, ainsi qu'un équipement pour la maison de jeunes (une table de billard, 4 jeux de play-stations, un téléviseur extra-plat), et d'autres avantages consentis comparativement aux autres localités de la commune.

S. B.